

# L'économiste

Le Journal des décideurs

du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Microfinance

### Le Niger à l'école du succès de la finance inclusive au Bénin

Une délégation venue de la République du Niger a séjourné au Bénin du mercredi 20 au vendredi 22 Avril 2022, dans le cadre d'une mission ... • (Page 10)

## Réélection de Macron en France

### La classe politique entre soulagement, inquiétude et désir de revanche aux législatives

Emmanuel Macron a été ré-élu dimanche à la présidence de la République avec 57,6 à 58,5 % des voix ... • (Page 04)



## Financement des PME béninoises

• (Page 03)

# African Guarantee Fund alloue 1,6 milliard de F CFA à Ecobank Bénin



## Facilité élargie de crédit et de mécanisme élargi de crédit

• (Page 04)

# Le Bénin obtient un nouvel accord du FMI pour 700 millions USD

## Impacts de la Covid-19

### La résilience de l'économie béninoise en 2021 avec 7,2%

L'économie béninoise a été résiliente face à la crise de la COVID-19. Car selon les données de l'institut national ... • (Page 10)

## Opérations financières

### Transfert international d'argent opérationnel avec Moov Money

Le transfert d'argent à l'international est désormais une réalité avec Moov Africa ... • (Page 12)

## Groupe de travail numérique

### CIPB et AFRIA s'engagent pour une contribution efficace du privé

Le Conseil des Investisseurs Privés au Bénin (CIPB) et l'Agence francophone pour l'intelligence artificielle (AFRIA) ont ... • (Page 09)

## International Africa Gaming Cup

### Le Bénin donne le coup d'envoi, David Lafiamonwoo champion national

Progressivement, l'engagement du Bénin à devenir un hub numérique se concrétise. Annoncée pour se ... • (Page 11)

**CANAL+**

EN CE MOMENT POUR TOUT REABONNEMENT

**15 JOURS OFFERTS**  
A TOUT CANAL+

**NOUVELLE SERIE CANAL+ ORIGINAL A PARTIR DU 25 AVRIL**

**Eki**  
LA FAMILLE C'EST SECRET

## Energie et objectifs de développement durable

## 600 millions d'Africains vivent toujours dans l'obscurité

En Afrique, le temps presse pour les gouvernements de faire en sorte que les 600 millions d'habitants qui n'ont pas accès à l'électricité puissent enfin voir la lumière au bout du tunnel, avant le coup de sifflet final des Objectifs de développement durable (ODD) en 2030.

• Issa SIKITI DA SILVA

Plus de 60 ans après l'aurore du premier soleil des indépendances, bon nombre de quartiers, de villages, de villes du continent, y compris des écoles et des bureaux, restent toujours plongés dans l'obscurité à cause du manque d'électricité. Et pour ceux qui ont la chance d'en avoir accès, ils ne cessent de se plaindre des coupures fréquentes et des délestages macabres qui les empêchent de vaquer effectivement à leurs occupations et vivre à l'aise et mener une vie de dignité.

Et pourtant, selon ONE, l'électricité est un vecteur de création de nouveaux marchés, d'entreprises et d'emplois, lesquels offrent plus de possibilités aux individus de gagner quelque chose afin de sortir leurs familles de la pauvreté. ONE est un mouvement mondial qui fait campagne pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030.

En Afrique de l'Ouest, 42% de la population totale et 8% seulement pour la population rurale ont accès à l'électricité, des taux d'accès qui sont parmi les plus faibles du monde, selon la Banque mondiale.

Le manque d'électricité affecte surtout les débrouillards (propriétaires des salons de coiffure, des garages et des maquis à ciel ouvert, des cyber-cafés et bureaux, des ateliers de vulcanisation et des vendeurs des marchés, entre autres,) qui n'ont pas suffisamment des moyens pour s'équiper. Et pourtant c'est ce secteur informel, tant négligé et



marginalisé par les autorités, qui est le principal pourvoyeur d'emplois, regroupant entre 65% et 80% de l'emploi urbain, selon les chiffres de l'OCDE.

#### Manque de volonté politique

Si les gouvernements se plaignent du manque de grands moyens pour développer les infrastructures électriques et investir suffisamment dans ce secteur, certains experts sont catégoriques : la volonté politique compte aussi énormément. « La Chine, qui a lancé dès le milieu des années 80 un programme d'électrification, compte présentement 98% de personnes raccordées au réseau. Un taux non atteint même par les pays les plus riches du continent africain, comme l'Afrique du Sud », martèle Science Actualités.

Et pourtant à l'époque, la Chine n'avait pas la capacité financière dont elle dispose aujourd'hui.

« Le rattrapage chinois n'a pas été un long fleuve tranquille et les grandes orientations politiques fixées par les dirigeants communistes

ont connu des changements majeurs qu'il faut garder en mémoire. La Chine de Xi Jinping n'est ni celle de Mao ni celle de Deng Xiaoping », souligne Hubert Testard, spécialiste de l'Asie et des enjeux économiques internationaux, dans une tribune publiée dans Asialyst.

En 1980, alors que les dirigeants chinois se lançaient dans des programmes de développement en vue de combattre la pauvreté et positionner leur nation au-devant de la scène socio-économique internationale 40 ans plus tard, bon nombre de dirigeants africains sombraient dans le rêve de devenir des demi-dieux et des présidents à vie.

Et depuis lors, le culte de la personnalité, la pérennisation du pouvoir et le désir d'écarter les potentiels adversaires ont supplanté la soif de développer le pays. Pendant que les Africains attendent toujours d'avoir accès à une énergie fiable, moins chère et durable, l'ONU prépare son tribunal des ODD, où les états devront rendre compte de ce qu'ils ont fait durant 15 ans.

## AUX DECIDEURS...

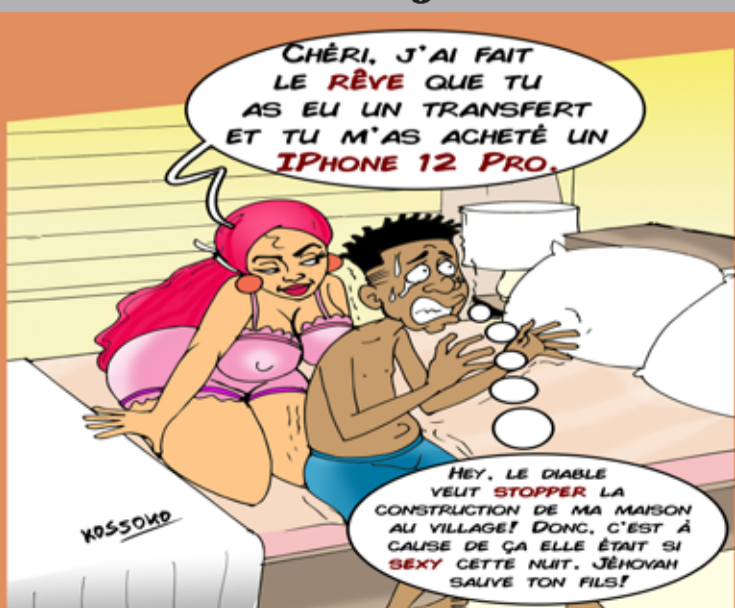
## Du vin pour les pauvres

Eclairiez-nous ! Comment boit-on du vin les poches trouées ? Comment boit-on du vin en tant que pauvre ou démuné ? Notre structure sociale n'échappe pas à l'organisation hiérarchique d'une pyramide. Au sommet se trouvent les bourgeois, les privilégiés, les grands entrepreneurs, les gouvernants coiffés par un chef. Ils forment la classe noble. En dessous de la classe noble se trouvent les porteurs d'eau, les dirigeants et autres thuriféraires du pouvoir qui jouent les strapontins ou qui jouent les singeries pour se tirer d'affaires. Ils cherchent une place pour se faire du beurre et forment une classe intermédiaire entre la noblesse et la classe moyenne. Cette dernière est composée des citoyens qui s'efforcent d'être à l'abri du besoin.

Il y a enfin le "peuple" qui est à la recherche perpétuelle de la paix et du pain. Le peuple comprend les ouvriers, les artisans, les éducateurs à la base. Karl Marx les appelle les prolétaires. On peut les répartir en deux lots : le lot de ceux qui arrivent à satisfaire quotidiennement les cinq besoins fondamentaux de l'homme et le lot des plus démunis, des nécessiteux, des misérables et même des miséreux. Ils se placent totalement à la base de la pyramide. Ils sont schématiquement et réellement les plus nombreux des citoyens de la Nation. Ils se gardent loin de caves de vin. Or, depuis un certain temps, dans la capitale économique, il s'observe l'ouverture continuelle de caves à vin. A Cotonou, les points de vente pullulent. Si tous les Béninois parvenaient à satisfaire aisément leurs besoins fondamentaux, se loger, se vêtir, se soigner, s'instruire et se nourrir, ils auraient réglé efficacement le problème du pain. Ainsi, la prolifération des points de vente du vin suggérerait que le messie est proche, ainsi que l'a promis la Bible : Jésus revient. Tel n'est pas le cas. Le peuple est dans les lamentations. Et beaucoup de citoyens n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins vitaux loin des statistiques des laboratoires d'analyses comme l'ex INSAE. Alors le vin que propose Cotonou dans ses coins stratégiques, contraste avec la réalité. Qui sont les clients de ces caves ? Et si ces points de vente se multiplient, c'est qu'il y a une clientèle. Assurément elle est constituée de citoyens de la classe noble qui se déploient dans l'acquisition de vieilles maisons de Cotonou pour les rénover au goût de la modernité. La seule justification qui tienne pour expliquer comment le vin voit le jour à Cotonou au milieu des pauvres, c'est qu'il constitue une offre pour la minorité de riches qui s'en procure pour garnir ses tables à manger. Le peuple, quant à lui, meurt du Sodabi frelaté auquel il s'adonne sans modération.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

## Centrafrique : la loi sur la cryptomonnaie divise

L'Etat centrafricain a franchi un palier supplémentaire dans la mise en place d'un environnement dit favorable au secteur financier à travers l'adoption d'une loi sur l'utilisation de la monnaie digitale. C'est une mini-révolution dans la sous-région en ce sens que ce texte consacre la reconnaissance par un Etat de la monnaie numérique comme moyen de paiement. Le texte a été plébiscité par les députés de la majorité qui considèrent la cryptomonnaie comme « une opportunité pour booster les affaires », tandis que ceux de l'opposition n'ont pas pris part au vote prétextant que « le blanchiment de l'argent sale ».

## Financement des PME béninoises

## African Guarantee Fund alloue 1,6 milliard de F CFA à Ecobank Bénin

(Ecobank Bénin et African Guarantee Fund en synergie)

African Guarantee Fund pour les Petites et Moyennes Entreprises (AGF) vient d'allouer une ligne de garantie de portefeuille à Ecobank Bénin. D'un montant total de 1,6 milliard de F CFA, elle est destinée à accompagner les PME, l'entrepreneuriat féminin et l'économie verte au Bénin. La cérémonie de signature s'est déroulée dans les bureaux du siège d'Ecobank Bénin à Cotonou.

• Bidossessi WANOU

Pour l'accompagnement des Petites et Moyennes entreprises (PME), la filiale béninoise du groupe bancaire panafricain Ecobank bénéficie du soutien d'African Guarantee Fund (AGF). 1,6 milliard de F CFA, c'est le montant de la ligne de garantie allouée Ecobank Bénin par l'AGF à cet effet. En plus des PME, ce montant permettra également d'appuyer l'entrepreneuriat féminin et l'économie verte au Bénin. Au fait, « cette ligne de garantie permet à la Banque, d'une part, de pallier les difficultés liées à l'absence de garantie rencontrées par les PME/PMI et qui constituent un obstacle au financement de leurs activités, et d'autre part d'accroître davantage son engagement sur le segment des PME/PMI tout en promouvant le développement du leadership féminin dans le secteur privé », lit-on dans le communiqué de presse rendu public. Directeur Général d'AGF WEST AFRICA, Bendjin KPEGLO précise le contexte et l'opportunité dudit accord de partenariat : « Les Gouvernements, dans nos pays, ont mis en place des plans de développement dont un des axes prioritaires est le soutien aux PME et la réduction du taux de chômage. La nouvelle réglementation bancaire en cours dans notre sous-région impose des exigences supplémentaires aux



• Echange des documents entre responsables

banques dans le cadre de leurs activités de financement, pour les rendre plus efficaces et solides. Afin de respecter ces exigences, les banques ont besoin de partenaires fiables pour les accompagner, surtout sur le segment PME/PMI qui représente la plus grande partie du tissu économique, mais en même temps plus vulnérable, et ayant beaucoup de difficultés à trouver du financement », a-t-il fait savoir avant de poursuivre : « C'est dans cette perspective que vient ce partenariat entre Ecobank Bénin et AGF West Africa, qui apporte du confort à la banque pour le financement des PME au Bénin, avec un accent sur les PME portées par les femmes (à travers le programme AFAWA) et celles dont l'activité va dans le sens de la protection

de l'environnement ». Pour Ecobank Bénin, ce partenariat vient à point nommé, il permettra à la banque de faire face avec davantage de sérénité au besoin de financement des PME. Administrateur Directeur Général d'Ecobank Bénin, Lazare NOULEKOU témoigne : « C'est un partenariat qui nous donne plus de confort et de souplesse dans le financement des PME/PMI béninoises et nous sommes fiers de le concrétiser ce jour avec l'AGF. Les PME/PMI constituent la colonne vertébrale de l'économie, surtout dans les pays en développement où elles participent à la création de l'emploi et à la génération des revenus, leur impact est encore plus important au Bénin où elles représentent 90% du secteur industriel. C'est pour cela que nous

leur avons littéralement dédié un pôle d'activités à Ecobank : La banque Commerciale ». Ce partenariat, a martelé le DG Ecobank Bénin, « permettra de mieux les soutenir en fonction de leurs besoins, notamment : le financement de stocks, des actifs et des marchés auxquels elles soumissionnent ou pour lesquels elles sont déclarées adjudicataires avec la délivrance de diverses cautions allant de la soumission à la retenue de garantie en passant par l'avance de démarrage, de bonne fin d'exécution. Par ailleurs, le commerce international retient notre attention avec une gamme élargie de produits tels que les lettres de crédit, les remises documentaires, les avals et les escomptes de traites etc.... ». Pour finir, le DG Ecobank a rassuré

l'AGF de la qualité des agrégats de la banque, l'une des meilleures dans l'environnement béninois, ce qui permet de mener à bien ce partenariat avec une maîtrise maximale des risques : « Je voudrais rassurer nos partenaires sur la qualité de notre portefeuille. Nous respectons les standards. Nous comptons sur AGF pour améliorer le niveau de crédit à Ecobank », a confié Lazare NOULEKOU.

## Ecobank Bénin en bref

Ecobank Bénin est une filiale du Groupe Ecobank, le principal groupe bancaire panafricain indépendant. Le Groupe Ecobank emploie plus de 14.000 personnes au service de plus de 24 millions de clients dans les secteurs de la banque des particuliers, la banque commerciale et la banque de grande clientèle dans 35 pays Africains. Le Groupe possède un agrément bancaire en France et dispose de bureaux de représentation à Addis Abeba en Ethiopie, à Johannesburg en Afrique du Sud, à Beijing en Chine, à Londres au Royaume-Uni et à Dubaï aux Emirats Arabes Unis. Le Groupe offre une gamme complète de produits, services et solutions bancaires notamment les comptes bancaires et de dépôts, la gestion de trésorerie, le conseil, les opérations du trading, la négociation des valeurs et la gestion de patrimoine.

ETI est cotée en bourse sur plusieurs marchés boursiers à savoir London Stock Exchange à Londres, Nigerian Stock Exchange à Lagos, Ghana Stock Exchange à Accra et la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières à Abidjan.

## A propos d'African Guarantee Fund

L'African Guarantee Fund (AGF) est une institution financière non bancaire dont l'objectif est de promouvoir le développement économique, d'accroître les créations d'emplois et de réduire la pauvreté en Afrique en fournissant aux institutions financières des solutions de garantie et un appui au renforcement des capacités, spécifiquement destinés à soutenir les PME en Afrique. African Guarantee Fund a été créé par le gouvernement du Danemark par le biais de l'Agence Danoise de Développement International (DANIDA), le gouvernement espagnol par le biais de l'Agence Espagnole de Coopération et de Développement International (AECID) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Les autres actionnaires sont : l'Agence Française de Développement (AFD), le Fonds Nordique de Développement (NDF), le Fonds d'Investissement pour les Pays en Développement (IFU) et la KfW Development Bank. AGF est noté AA- par l'agence de notation Fitch Ratings.



## Facilité élargie de crédit (FEC) et de mécanisme élargi de crédit (MEDC)

## Le Bénin obtient un nouvel accord du FMI pour 700 millions USD

Le Bénin bénéficiera bientôt d'un nouveau programme financier du Fonds Monétaire international (FMI). Le Vendredi 22 avril 2022, le Bénin a en effet obtenu un accord préliminaire des services de l'institution, pour la conclusion d'un accord de Facilité élargie de crédit (FEC) et de mécanisme élargi de crédit (MEDC). Le montant de l'accord historique et innovant avec les services techniques du FMI pour la mise en place d'un nouveau programme économique et financier est de 700 millions de dollars US, soit près de 425 milliards de FCFA.

● Abdul Wahab ADO

Une équipe du Fonds monétaire international (FMI), dirigée par Constant Lonkeng, a tenu des réunions avec les représentants béninois, à Cotonou du 4 au 13 avril et à Washington du 19 au 22 avril, pour négocier un nouveau programme en vue de soutenir l'ambitieux Programme d'Action 2021-2026 du Gouvernement du Bénin et mener les consultations de l'année 2022 au titre de l'article IV. L'accord qui en résulte sera soumis à l'approbation de la direction et du conseil d'administration du FMI vers la mi-juin 2022. Selon les communiqués de presse de fin de mission, des déclarations des équipes des services du FMI ont été faites et rendent compte de leurs conclusions préliminaires après leur visite à Cotonou. En effet, les autorités Béninoises et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord au niveau des services sur un programme innovant de 42 mois destiné à accompagner le Bénin à répondre à des besoins urgents de financement (liés notamment aux défis sécuritaires, aux séquelles de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine) et soutenir son Plan National de Développement. Au nombre des défis, il y a la mobilisation des recettes, pierre angulaire du programme de réformes des autorités, la priorisation des dépenses et l'amélioration de leur efficacité qui permettront de créer l'espace budgétaire nécessaire à une réponse efficace aux besoins importants du Bénin en matière de développement économique et de



● La DG de FMI Kristalina Georgieva, le ministre d'Etat, Romuald Wadagni

sécurité, tout en préservant la viabilité de la dette. Il y a également le renforcement du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, couplé à l'amélioration de la gouvernance et de l'État de droit, qui consolidera les fondements d'une croissance inclusive et durable tirée par le secteur privé, dans un climat de paix et de sécurité.

#### La mission du FMI satisfaite de la mise en œuvre des réformes

Au terme de leur mission à Cotonou, Constant Lonkeng du FMI a livré ses impressions. « Je suis heureux d'annoncer que les autorités Béninoises et l'équipe du FMI sont parvenues à un nouvel accord au niveau des services, pour une durée de 42 mois, au titre à la fois de la facilité élargie de crédit (FEC) et le mécanisme élargi de crédit (MEDC), afin d'appuyer le programme économique et financier des autorités du Bénin. L'accès exception-

nel proposé au titre de ce programme à hauteur de 484.058 millions de DTS (soit environ 700 millions de dollars, ou 391 % de la quote-part du pays), vise à aider le Bénin à répondre à des besoins urgents de financement, préserver la stabilité macroéconomique et soutenir son plan national de développement axé sur la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). « Le Bénin a enregistré des progrès considérables dans sa gestion macroéconomique au cours de ces cinq dernières années, plaçant l'économie sur des fondements solides. Cependant, le pays fait face aujourd'hui aux effets conjugués de la dégradation de la situation sécuritaire régionale, de la pandémie de COVID 19 et de l'érosion du pouvoir d'achat dans un contexte marqué par la guerre en Ukraine. Les services du FMI et les autorités Béninoises sont parvenus à un accord sur un programme innovant, le premier dans le cadre de la politique du FMI applicable à l'exposition au crédit combiné élevé, afin

de soutenir l'économie à court terme tout en faisant avancer les politiques et réformes destinées à promouvoir une croissance inclusive et durable tirée par le secteur privé, dans un climat de paix et de sécurité. « La mobilisation des recettes est la pierre angulaire du programme de réformes des autorités. Conjuguée à la priorisation des dépenses et à l'amélioration de leur efficacité, cette stratégie créera l'espace budgétaire nécessaire pour répondre aux besoins importants du Bénin en matière de développement et de sécurité, tout en préservant la viabilité de la dette. L'atteinte de cet objectif passera bien entendu par la poursuite de la politique d'assainissement des finances publiques à moyen terme qui repose sur les acquis du Bénin en matière de bonne gestion de ses finances publiques. Cela suppose la réduction de l'écart vis-à-vis des pairs en matière de recettes fiscales, notamment à travers la rationalisation à court terme des dépenses fiscales et l'élargissement progressif de l'assiette de l'impôt,

notamment en élaborant une stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme qui améliore l'efficacité globale du système fiscal ».

« Compte tenu du niveau des inégalités de revenu au Bénin, le programme appuyé par le FMI au titre de la FEC/du MEDC est axé sur un « développement centré sur l'épanouissement de l'homme » en améliorant l'accès aux services publics de base et la présence de l'État dans les zones vulnérables, conformément à l'« approche civile » du Gouvernement pour l'atténuation des risques sécuritaires. La réalisation de ces objectifs ambitieux passera par un engagement sans faille en faveur des réformes et un soutien technique et financier solide de la part des partenaires au développement du Bénin afin de compléter l'appui financier exceptionnel du FMI, largement concentré sur l'année en cours.

Le renforcement du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de la gouvernance et de l'État de droit devrait renforcer davantage la confiance dans les institutions nationales et consolider les fondements d'une croissance durable tirée par le secteur privé. La poursuite de la transformation numérique et le renforcement de la résilience de l'économie face aux changements climatiques aideraient à atteindre les objectifs de développement du Bénin et libèreraient davantage le potentiel de croissance du pays ».

#### Les personnalités rencontrées à Cotonou par la délégation du FMI

Il faut préciser que la délégation du FMI, lors de son séjour, a rencontré différentes personnalités et divers responsables de haut niveau. « L'équipe a rencontré M. Wadagni, Ministre d'État, Ministre de l'Économie et des Finances, M. Bio Tchané, Ministre d'État, Ministre du Développement et de la Coordination de l'action gouvernementale, M. Johannes Dagnon, Conseiller spécial du président Talon, M. Emmanuel Assilamehoo, Directeur national de la BCEAO (banque centrale régionale), le Général Bertin Bada, Directeur du cabinet militaire du Président de la République, des représentants du ministère des Affaires sociales et de la Microfinance et de la commission bancaire de l'UMOA basée à Abidjan, des hauts fonctionnaires de l'administration béninoise, des représentants de la société civile et du monde des affaires et divers bailleurs de fonds, notamment des représentants de la Banque africaine de développement, du Programme alimentaire mondial et de la Banque mondiale. Pour rappel, en 2017, le Bénin avait déjà obtenu un accord FEC de 151 millions USD du FMI pour soutenir ses réformes. Cette fois, les autorités négocient pour un accord visant un montant sept fois plus important, mais qui devra être définitivement validé par le conseil d'administration du Fonds d'ici juin 2022.

## Réélection de Macron en France

### La classe politique entre soulagement, inquiétude et désir de revanche aux législatives

Emmanuel Macron a été réélu dimanche à la présidence de la République avec 57,6 à 58,5 % des voix face à Marine Le Pen (41,5-42,4 %) selon les premières estimations, une nette victoire tempérée par l'écart notablement serré avec l'extrême droite et une abstention élevée (28 %). Donné de longue date favori à sa propre succession, Emmanuel Macron devient à 44 ans seulement le premier président sortant reconduit hors cohabitation, depuis

l'adoption du vote au suffrage universel direct en 1962. D'emblée, les réactions sont tombées. Des félicitations d'Ursula von der Leyen, présidente de la commission européenne aux regrets du député LR Eric Ciotti « un vote par défaut » plutôt que « d'adhésion ». Une forme d'exploit après un premier quinquennat pourtant scandé de crises, des « gilets jaunes » au Covid-19. Emmanuel Macron a été reconduit pour un deuxième mandat, ce qui n'était encore

jamais arrivé, hors période de cohabitation, depuis l'adoption de l'élection présidentielle au suffrage universel direct en 1962. Le président sortant a été réélu avec 57,6 à 58,5 % des voix face à Marine Le Pen (41,5-42,4 %) selon les premières estimations. D'emblée, les réactions sont tombées. Des félicitations d'Ursula von der Leyen, présidente de la commission européenne aux regrets du député LR Eric Ciotti « un vote

par défaut » plutôt que « d'adhésion ». Inventaire.

#### Macron est « le plus mal élu des présidents de la Ve République », selon Mélenchon.

Emmanuel Macron est « le plus mal élu des présidents de la Vème République », mais la défaite de Marine Le Pen « est une très bonne nouvelle pour l'unité de notre peuple », a estimé dimanche l'insoumis Jean-Luc Mélenchon. « Madame Le

Pen et Monsieur Macron ont à peine plus du tiers des électeurs inscrits », a souligné Jean-Luc Mélenchon. Concernant la candidate de l'extrême droite, il a souligné que « la France a refusé clairement de lui confier » la présidence « et c'est une très bonne nouvelle pour l'unité de notre peuple ». Pour en savoir plus, c'est ici.

#### « Le résultat représente en lui-même une éclatante victoire », selon Le Pen

Marine Le Pen a estimé que son score était « une éclatante victoire ». « Les idées que nous représentons arrivent à des sommets (...) Le résultat représente en lui-même une éclatante victoire », a-t-elle déclaré depuis son QG électoral dimanche soir, peu après la publication des estimations qui donnaient Emmanuel Macron réélu. « Nous lançons ce soir la grande bataille électorale des législatives.



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA MICROFINANCE  
RÉPUBLIQUE DU BÉNIN



PROJET D'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE AU SAHEL

### Avis d'appel d'offres national

Pays : République du Bénin

Nom du Projet : Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin)

Numéro du Don : IDA N°4230-BJ

Intitulé du Marché : Acquisition de matériels roulants à deux roues au profit des Points Focaux et des Jeunes Logisticiens Professionnels du Projet SWEDD-Bénin

Référence : DAON N°BJ-SWEDD-280516-GO-RFB du 15 avril 2022

1. Le Gouvernement du Bénin a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Autonomisation des Femmes et du Dividende Démographique au Sahel (SWEDD-Bénin) et, à l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition de matériels roulants à deux roues au profit des Points Focaux et des Jeunes Logisticiens Professionnels du Projet SWEDD-Bénin.
2. Le Projet SWEDD-Bénin sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les équipements ci-après : **matériels roulants à deux roues (Motos)**. Le marché est en lot unique et indivisible.
3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement de Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de juillet 2016 mis à jour en novembre 2017, révisé en Août 2018 et en novembre 2020 de la Banque Mondiale », et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.
4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, Attention : La Coordinatrice du Projet, et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse N° 1 ci-dessous, tous les jours ouvrables de 8 h 00 mn à 12 h 30 mn et de 14 h 00 mn à 17 h 30 mn (heure locale).

5. Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un Dossier d'Appel d'Offres (DAO) complet en Français contre paiement d'une somme non remboursable payée en espèce de cinquante mille (50 000) F CFA à l'adresse N°1 mentionnée ci-dessous.
6. Les offres (une originale et trois copies) devront être remises à l'adresse N° 1 ci-dessous : au plus tard le **17 mai 2022 à 10 heures 00 minute (heure locale)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse N° 2 mentionnée ci-dessous le **17 mai 2022 à 10 heures 30 mn (heure locale)**.
7. Les offres doivent être accompagnées d'une Garantie de l'offre d'un montant de : **un million huit cent vingt mille (1 820 000) F C FA**.  
Les offres demeureront valides pendant une durée de **cent vingt (120) jours** à compter de la date de leur ouverture.
8. Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

#### Adresse N° 1

Secrétariat de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin à Cotonou, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217 Tél: (+229) 21 30 22 26; E-mail: swedd.benin@gmail.com.

#### Adresse N° 2

Salle de conférence au rez-de-chaussée de l'Unité de Gestion du Projet SWEDD-Bénin, situé au Quartier Les Cocotiers maison Aworè Samuel DOSSOU en face du domicile du Président Nicéphore SOGLO, Rue 12 217.

Cotonou, le 14 avril 2022



*[Signature]*

Présidente ALIDOU DRAMANE  
Coordinatrice SWEDD-Bénin

Tél (229) 21 30 22 26 - E-mail: swedd.benin@gmail.com - Site web: www.swedd.bj



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE  
NATIONALE

RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

ETAT-MAJOR GENERAL

DIRECTION DE L'ORGANISATION  
ET DU PERSONNEL DES ARMÉES

N° 22-2- 088 /EMG/DOPA/B3RCM/SA

01 BP 772 Cotonou

Tél : 00229 21.30.02.58

Etat-majorgeneral\_fab@yahoo.fr

Cotonou, le 22 avril 2022

### COMMUNIQUE RADIO / TELEVISE

Le Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Béninoises communique :

Pour des raisons pratiques, la phase écrite du concours de recrutement militaire au titre de l'année 2022, initialement prévue pour se dérouler le samedi 30 avril 2022 est reportée au samedi 07 mai 2022.

Le reste sans changement.



Général de brigade Fructueux C. A. GBAGUIDI  
Chef d'Etat-Major Général

CamScanner

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal  
des décideurs**

## Twitter

## Elon Musk dit avoir le financement nécessaire pour racheter le réseau

Cette fois, il n'a pas communiqué par un tweet mais bien directement auprès des autorités boursières. Le patron de Tesla, Elon Musk, a indiqué jeudi qu'il envisageait de passer directement par les actionnaires de Twitter pour racheter le réseau social et a dit avoir sécurisé près de 46,5 milliards de dollars pour financer cette transaction. Il devrait s'agir d'une offre publique d'achat (OPA) hostile, alors que Twitter compte selon toute vraisemblance s'y opposer officiellement dans les prochains jours.

Dans un document déposé auprès du gendarme boursier américain (SEC), Elon Musk affirme disposer d'engagements de la banque Morgan Stanley pour contracter deux prêts, l'un de 13 milliards de dollars et un autre de 12,5 milliards. Le multimilliardaire a également prévu de consacrer 21 milliards de dollars de sa fortune personnelle pour mener à bien l'opération.



## « Pilule empoisonnée »

Le conseil d'administration de Twitter s'est opposé à l'acquisition en adoptant une clause dite de la « pilule empoisonnée » pour rendre le rachat plus difficile. Le dirigeant de Tesla et SpaceX n'a pas confirmé qu'il aurait recours à une OPA hostile, précisant qu'il s'agissait d'une éventualité. Il a proposé la semaine dernière d'acquiescer au prix de 54,20 dollars par action le réseau à l'oiseau bleu, où il compte près de 83 millions d'abonnés.

Elon Musk était auparavant entré au capital de l'entreprise à hauteur d'un peu plus de 9 %, ce qui a fait de lui l'un des plus gros actionnaires du groupe. Twitter avait ensuite proposé à Musk de rejoindre son conseil d'administration, mais le multimilliardaire avait décliné cette offre. À Wall Street, l'action de Twitter réagissait peu à ce développement jeudi, grappillant 0,39 %, à 46,85 dollars, en début de séance.

20 Minutes

## Cour de justice de la CEDEAO

## Le Parlement de la CEDEAO refuse d'exécuter une décision



L'immunité du parlement de la CEDEAO la place-t-il au dessus des lois et des citoyens ?

Le 27 octobre 2021, la Cour de Justice de la CEDEAO basée à Abuja condamne le parlement de la CEDEAO à verser des arriérés de salaire et d'indemnités dues à Komlan Raymond Koudo, employé qui avait été l'institution pour non paiement de ses droits. Condamnation sous astreinte journalière faisant que le montant s'élève aujourd'hui à plus de 3,2 millions de dollars. Après une année de procé-

dures, l'histoire s'emballa. Le Parlement de la CEDEAO avait soutenu lors de sa défense que la procédure de recrutement de son ancien employé, en tant que Webmaster, n'avait pas été en respect des procédures, ce que les juges de la Communauté ont trouvé incongru et fallacieux comme argument. Le parlement de la CEDEAO ne s'est pas encore exécuté suite à sa condamnation par la Cour de justice de la CEDEAO en dépit d'une première notification écrite des avocats de Komlan Raymond Koudo. La lettre de l'avocat adressée au

parlement à la fin du délai légal d'exécution ne recevra jamais de réponse. Une superbe indifférence que le principal intéressé qualifie de mépris des textes de la CEDEAO et en particulier à l'égard de la Cour de justice de cette même organisation. En effet, le traité révisé est claire la dessus en son article 15 (4) «Les arrêts de la Cour de Justice ont force obligatoire à l'égard des Etats Membres, des Institutions de la Communauté, et des personnes physiques et morales.»

Financial Afrik du 22 avril 2022

## Togo

## Les députés approuvent à l'unanimité le projet d'adhésion au Commonwealth

Après le Rwanda, le Maroc et le Gabon, c'est au tour du Togo de frapper à la porte du Commonwealth. Huit ans après son lancement, le processus d'adhésion du Togo au Commonwealth a reçu l'onction des élus du peuple, nous informe le portail gouvernemental République Togolaise. Les députés ont adopté vendredi, à l'issue d'une séance d'information du gouvernement, la résolution sur l'adhésion du pays à cette organisation intergouvernementale. Les enjeux, expliqués à la Représentation nationale par le ministre des relations avec les institutions de la République, Christian Trimua, sont multiples. Ainsi, que ce soit sur les plans diplomatique, politique, économique, commercial, ou encore socio-culturel, cette adhésion offre la possibilité au Togo de diversifier ses relations, bénéficier de nouveaux financements, renouer avec un héritage politique britannique (le Togo a été un condominium franco-britannique), faciliter un nouveau brassage culturel, ou encore s'exporter sur un vaste marché de plus de deux milliards de consommateurs. «Le Togo ne quitte pas la francophonie. Il va seulement renforcer les programmes d'enseignement de l'anglais et réactiver d'autres partenariats», a clarifié la cheffe du Parlement, Yawa Tségan lors de la session. La prochaine étape sera désormais le dépôt formel de la candidature.



## Marchés

## La hausse des prix mondiaux des produits alimentaires semble bien partie pour durer



Avec la progression des prix alimentaires dans le monde depuis près d'un an, les inquiétudes sont nombreuses sur la sécurité alimentaire mondiale. Cette situation reste particulièrement préoccupante dans les nations les plus vulnérables. La flambée des prix mondiaux des produits alimentaires pourrait s'inscrire dans la durée. C'est ce qu'a confié à la firme d'analyse S&P Global Platts, Monika Tothova, économiste à la FAO. Alors qu'en mars dernier, l'indice de l'organisme onusien qui suit l'évolution des cours de 5 produits de base avait déjà atteint son plus haut niveau depuis sa création en 1990 (159,3 points), la responsable indique que le chemin d'un retour à la normale sera long. Et pour cause. Dans le sillage de la guerre dans la région de la mer Noire qui a été un choc important sur les marchés des céréales de base et des huiles végétales, la hausse des prix des engrais et d'autres intrants est un élément additionnel qui nourrit l'inflation. «Même si le conflit entre la Russie et l'Ukraine finissait demain, cela prendrait du temps pour que les exportations de produits agricoles retrouvent leur niveau d'avant-guerre. Et même dans ce cas de figure, nous aurions toujours des niveaux élevés pour les intrants. Cela durera encore pendant plusieurs saisons et plus seulement en termes de mois», indique Mme Tothova. Et d'ajouter : «D'autre part, la hausse des prix des intrants conduit à une progression des prix de plusieurs matières premières utilisées dans l'alimentation animale, ce qui renchérit les tarifs de la viande et du lait. In fine, cela a un impact global sur toute la chaîne alimentaire». Plus globalement, les perspectives orientées à la hausse pour les prix alimentaires devraient surtout affecter les pays les plus pauvres où les populations dépensent déjà l'essentiel de leur revenu dans l'accès à l'alimentation. Dans ces nations situées notamment en Afrique où le niveau d'utilisation d'intrants est déjà faible comparativement au reste du monde, une hausse durable des prix des engrais menace d'effacer les gains réalisés durant la dernière décennie.

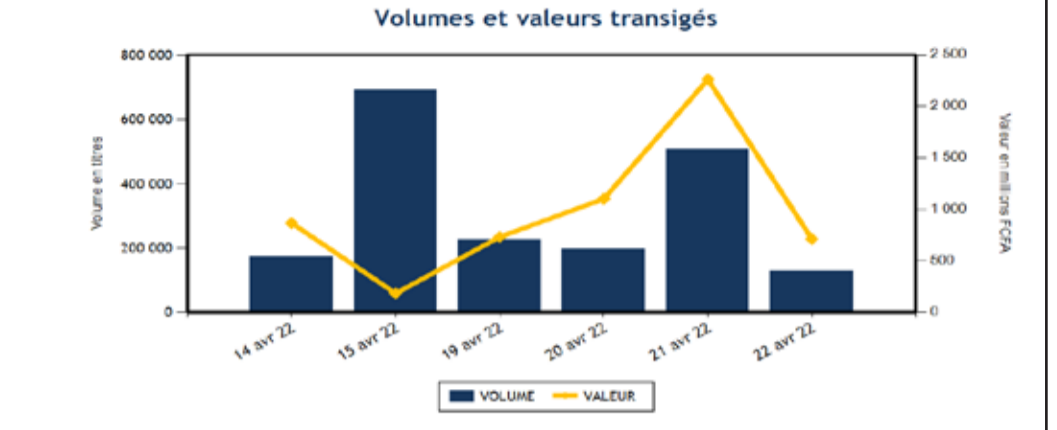
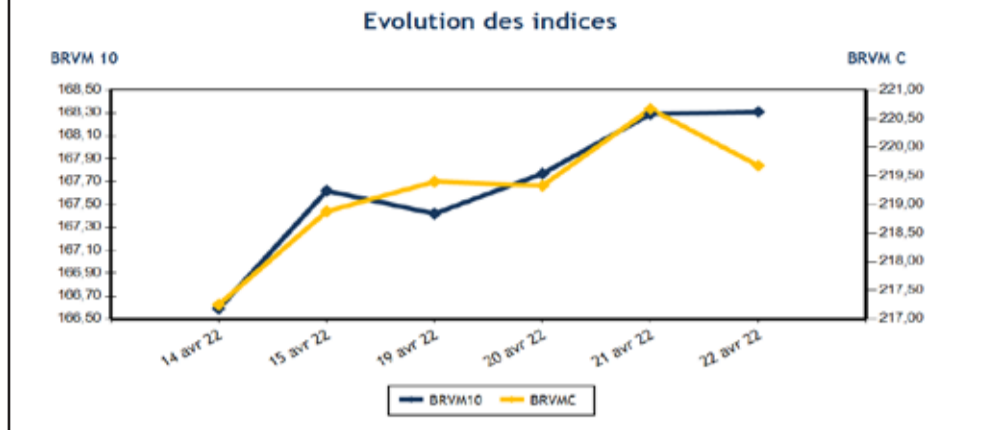
## Cryptomonnaies

## Le FMI défend l'idée d'une régulation internationale des monnaies digitales de banque centrale

Le FMI estime que la multitude de projets de monnaies digitales de banque centrale est un risque. Selon ses experts, une régulation internationale est nécessaire. Cette proposition risque de ne pas trouver une grande adhésion. Des experts du Fonds monétaire international (FMI) ont récemment défendu l'idée de créer une instance internationale de régulation des monnaies digitales de banque centrale (CBDC), apprenant de la transcription d'un échange avec des journalistes. « Nous devons créer un système de paiement mondial qui fonctionne entre les pays et où les CBDC, les monnaies numériques de banque centrale sont interopérables entre les pays », a fait savoir Tobias Adrian, conseiller et directeur du département monnaies et marchés des capitaux au sein de l'institution. De l'avis de cet expert, les monnaies digitales de banque centrale peuvent fonctionner ensemble, et il faudrait une coopération mondiale qui permettra de mettre en place ces systèmes de paiement. Son avis était donné alors qu'on discutait sur les nouveaux risques à prendre en compte dans la régulation du secteur monétaire. Cette contribution intervient en droite ligne avec les préoccupations du FMI en matière de stabilité financière internationale, mais elle survient aussi alors que certains pays africains ont déjà émis leurs monnaies digitales (e-naira au Nigeria) et que d'autres ont lancé une réflexion pour en apprendre plus sur les implications d'une telle monnaie (Kenya). D'autres projets de monnaie digitale n'ont pas prospéré, comme c'est le cas en Tunisie et au Sénégal, avec la Banque régionale des marchés. La différence entre les CBDC et les cryptomonnaies au sens strict, c'est que les premières sont garanties par un régulateur officiel, alors que les secondes sont gérées par un système virtuel de Blockchain.

Ecofin du 24 Avril 2022

<b>BRVM 10</b>	<b>168,31</b>	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 79 <span style="color: red;">vendredi 22 avril 2022</span> <span style="float: right;">Site : www.brvm.org</span>	<b>BRVM Composite</b>	<b>219,68</b>
Variation Jour	↑ 0,01 %		Variation Jour	↓ -0,45 %
Variation annuelle	↑ 9,64 %		Variation annuelle	↑ 8,60 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 612 849 493 249	-0,45 %
Volume échangé (Actions & Droits)	109 060	-71,29 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	510 476 103	-46,49 %
Nombre de titres transigés	43	4,88 %
Nombre de titres en hausse	13	-38,10 %
Nombre de titres en baisse	15	66,67 %
Nombre de titres inchangés	15	36,36 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	7 745 216 493 467	0,32 %
Volume échangé	20 172	-84,29 %
Valeur transigée (FCFA)	201 812 000	-84,59 %
Nombre de titres transigés	3	-40,00 %
Nombre de titres en hausse	3	200,00 %
Nombre de titres en baisse	0	-100,00 %
Nombre de titres inchangés	0	-100,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	1 810	6,47 %	147,95 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	810	5,19 %	-9,50 %
NESTLE CI (NTLC)	8 500	2,78 %	84,58 %
SMB CI (SMBC)	7 995	2,57 %	15,87 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	6 250	2,46 %	0,81 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SITAB CI (STBC)	5 995	-7,05 %	-2,99 %
SICOR CI (SICC)	7 000	-6,98 %	36,72 %
SOLIBRA CI (SLBC)	155 000	-5,49 %	-0,64 %
BICI CI (BICC)	6 000	-4,76 %	-18,92 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 750	-3,85 %	-10,50 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	124,47	-2,00 %	13,04 %	17 397	89 777 115	39,95
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	516,61	0,11 %	15,10 %	15 782	168 445 075	8,37
BRVM - FINANCES	15	79,45	-0,50 %	3,01 %	56 236	179 326 813	9,72
BRVM - TRANSPORT	2	581,55	0,00 %	-6,52 %	1	2 400	9,71
BRVM - AGRICULTURE	5	290,17	0,36 %	19,26 %	8 930	56 163 085	16,45
BRVM - DISTRIBUTION	7	414,54	-1,10 %	1,75 %	10 284	15 987 635	26,35
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	2 233,33	6,47 %	147,95 %	430	773 980	10,48
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	11,89	
Taux de rendement moyen du marché	5,33	
Taux de rentabilité moyen du marché	5,75	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	100	
Volume moyen annuel par séance	1 528 926,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 765 870 721,79	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,11	
Ratio moyen de satisfaction	14,95	
Ratio moyen de tendance	707,50	
Ratio moyen de couverture	14,13	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	2,11	
Nombre de SGI participantes	27	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de couverture = Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / Le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire Avenue de l'Indépendance - Cotonou Tél : (229) 21 31 31 38 Fax : (229) 21 31 38 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso BP 1000 - Ouagadougou 01 Tél : (229) 20 30 87 71 Fax : (229) 20 30 87 70	 CÔTE D'IVOIRE Bourse Régionale des Valeurs Mobilières Palais 18 Avenue Joseph ANOMA BP 1000 Abidjan 01 Tél : (229) 20 31 55 90 Fax : (229) 20 31 55 97	 Senegal Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et de Services de Côte d'Ivoire, Senegal BP 11200 Dakar Tél : (229) 84 80 14 16 Fax : (229) 84 80 18 11	 Senegal Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de l'Etat de Senegal BP 11200 Dakar Tél : (229) 84 80 14 16 Fax : (229) 84 80 18 11	 Senegal Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de l'Etat de Senegal BP 11200 Dakar Tél : (229) 84 80 14 16 Fax : (229) 84 80 18 11	 Senegal Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de l'Etat de Senegal BP 11200 Dakar Tél : (229) 84 80 14 16 Fax : (229) 84 80 18 11	 Senegal Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de l'Etat de Senegal BP 11200 Dakar Tél : (229) 84 80 14 16 Fax : (229) 84 80 18 11
--	--	--	---	---	---	---	---

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN 001 BP 8690 RP uca@ucasgi.com (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00 (229) 21 31 00 21 www.ucasgi.com	 Carré 211 St Michel immeuble SGI-Bénin 01 BP 4546 Cotonou. Tél : (229) 21 31 15 41 21 31 15 71	 Groupe BMCE BANK BOA CAPITAL SECURITIES Siège BOA Benin, Boulevard de France Tel : (229) 21315343/64182121	 Immeuble de l'Africaine des Assurances Face à la Direction de l'Emigration Immigration 01 BP 8668 RP Cotonou contact@agi-agi.com +229 21318733 +229 21316065	 Avenue Steinmetz Face Immeuble Air Gabon 01 BP 6002 COTONOU BENIN Tél : (229) 21 31 88 35 / 21 31 88 36	 Société de gestion et d'intermédiation Boulevard Saint Michel Immeuble Agence BIIC Dantokpa 01 BP. 7700 Cotonou Tél. +229 21324875 Tél. +229 21324876 sgibfs@biic-financialservices.com
---	---	---	--	--	--

**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINTE GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

<b>Avril 2022</b>
<b>Lundi 4 Avril 2022</b>
<b>Vendredi 8 Avril 2022</b>
<b>Mardi 12 Avril 2022</b>
<b>Samedi 16 Avril 2022</b>
<b>Mercredi 20 Avril 2022</b>
<b>Dimanche 24 Avril 2022</b>
<b>Jeudi 28 Avril 2022</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	597,84
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	784,14
Naira (NGN - Nigeria)	1,43
Cedi (GHS - Ghana)	80,13
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	40,99
Yen (JPY)	4,86
Yuan (CNY)	93,97
Rouble russe (RUB)	7,02
Franc Suisse (CHF)	645,51
Franc Guinéen (GNF)	0,067
Roupie indienne (INR)	7,92
Droits de tirage spéciaux (FMI)	822,46
Or (XAU)	1 155 123,1
Argent (XAG)	14669,62

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	700
Piment vert (gbataki)	Tongolo	400
Tomate fraîche	Grand Panier	15.000/22.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	300
Sel marin importé	Tongolo	300
Sucre en morceau	Paquet	500
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1200
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1000
Lait concentré non sucré Peak	250g	400
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	250/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	250/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2300/2500

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 19/04/ 2022

**Cours des matières Premières Mardi 19 Avril 2022**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Juin 2022	1.932,85	+9,15	+0,48%	20:51:23
XAU/USD		1.932,36	+7,18	+0,37%	20:51:27
Argent	Mai 2022	24,637	-0,017	-0,07%	20:51:12
Cuivre	Mai 2022	4,7780	+0,0895	+1,91%	20:51:19
Platine	Juill 2022	989,95	+1,35	+0,14%	20:51:14
Palladium	Juin 2022	2.284,77	+17,27	+0,76%	20:49:40
Pétrole brut WTI	Mai 2022	103,39	+4,12	+4,15%	20:51:23
Pétrole Brent	Juin 2022	107,67	+3,28	+3,14%	20:51:23
Gaz naturel	Mai 2022	5,719	-0,001	-0,02%	20:51:14
Fioul	Mai 2022	3.5519	+0,1279	+3,74%	20:51:23
Essence RBOB	Mai 2022	3,2066	+0,0531	+1,68%	20:51:23
Gasol Londres	Avr 2022	1.117,75	+16,75	+1,52%	20:51:25
Aluminium		3.455,00	+5,00	+0,14%	19:28:55
Zinc		4.341,00	-2,00	-0,05%	19:17:26
Nickel		33.734,50	+512,00	+1,54%	19:28:39
Cuivre		10.385,50	+130,00	+1,27%	19:29:50
Blé américain	Mai 2022	1.011,30	+27,30	+2,77%	20:20:03
Riz Paddy	Mai 2022	15,935	-0,070	-0,44%	20:17:09
Maïs américain	Mai 2022	749,60	+14,60	+1,99%	20:20:03
Soja américain	Mai 2022	1.601,75	+18,75	+1,18%	20:19:56
Huile de Soja américaine	Mai 2022	72,29	+1,09	+1,53%	20:19:56
Farine de soja	Mai 2022	455,15	+5,15	+1,14%	20:19:59
Coton américain	Mai 2022	137,75	+3,20	+2,38%	20:20:03
Cacao américain	Mai 2022	2.561,50	-37,50	-1,44%	19:29:01
Café US C	Mai 2022	231,08	+2,68	+1,17%	19:30:08
Café de Londres	Mai 2022	2.136,00	-0,50	-0,02%	18:30:00
Sucre américain	Mai 2022	19,61	+0,24	+1,24%	18:58:20
Jus d'orange	Mai 2022	159,07	+1,52	+0,96%	19:59:54
Bétail	Avr 2022	138,10	-0,55	-0,40%	20:04:57
Porc	Avr 2022	99,38	-1,92	-1,90%	20:04:59
Bovins d'engraissement	Avr 2022	158,10	-3,30	-2,04%	20:05:01
Bois de construction	Mai 2022	969,40	+4,50	+0,47%	20:14:55
Avoine		719,80	-1,90	-0,26%	20:20:03

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	505
Pétrole	1L	510
Gasol	1L	520
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	3270
	12,5kg (moyenne bouteille)	6812
	18kg (grande bouteille)	9810
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
	Bidon (1,5L)	1.600
Eau de refroidissement	Bidon (5L)	5.000
	5L	4.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 19 Avril 2022

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Departements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi	
Cobly		Cobly	mercredi	
		Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
Agoué		Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikémon	Ikémon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
Bembéréké		Bembéréké	jeudi	
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
Donga	Bénin	Bénin	jeudi	
	Tokotoko	Tokotoko	lundi	



## Groupe de travail numérique

## CIPB et AFRIA s'engagent pour une contribution efficace du privé

Le Conseil des Investisseurs Privés au Bénin (CIPB) et l'Agence francophone pour l'intelligence artificielle (AFRIA) ont précédé à la signature d'une convention de partenariat le jeudi 21 avril 2022 à Cotonou. C'est lors d'un atelier-débat organisé dans le but d'informer le secteur privé sur la question de la sécurité des données et les implications pour les entreprises.

● Félicienne HOUËSSOU

Le Système d'Information d'une entreprise est devenu stratégique, sa sécurité est primordiale. Cependant, les données doivent être disponibles à tout moment pour faciliter la bonne gestion, l'accès au financement et autres services de développement. C'est pourquoi, l'atelier conjoint de l'AFRIA et du CIPB a été placé sous le thème "la sécurité des données des entreprises : enjeux juridiques et économiques". Dans sa communication, Arnaud Tessalonikos, de l'Association Française de Prévention des Risques Numériques (AFPRN) a fait savoir que signaler les attaques, c'est bloquer les pirates et mettre à nu leur mode opératoire. A l'en croire, la sécurisation des données concerne



● Présidium

toutes les entreprises, toutes les institutions, toutes les organisations, quel que soit leur secteur d'activités, leur domaine d'intervention. Et donc il faut prévenir les risques et les menaces pour réparer au besoin lorsqu'il y a des attaques, ou bien pour contre-attaquer les cybercriminels. Pour cela, il faut constamment améliorer le dispositif sécuritaire de son

entreprise. Les contenus sensibles des entreprises attirent les convoitises des hackers dans un but d'usurpation d'identité, celle-ci ayant pour objectif de réclamer des sommes d'argent, de manipuler des personnes, ou simplement de mettre à mal l'organisation. Les cyberattaques contre les entreprises deviennent des outils au service de la

fraude en permettant de récupérer des informations de valeur. C'est pourquoi, Arnaud Tessalonikos, n'a pas manqué de passer en revue, des pistes de solutions pour renforcer la sécurité informatique dans les PME. Entre autres, la sécurisation du périmètre du réseau, la surveillance du réseau, le contrôle des accès, la gestion des codes d'accès et la protection des données.

« Je suis agréablement surpris de voir l'intérêt des gens pour l'intelligence artificielle. Nous sommes à l'heure du digital et il faut vraiment pouvoir profiter des innovations pour développer les entreprises », a indiqué Méline Olouman-Aqereburu de l'Agence pour le développement du numérique. Pour le Président de l'AFRIA, la sécurité des données est tout un processus d'amélioration continue qui n'est pas ga-

gné d'avance. Mais, dit-il, il y a déjà une prise de conscience au niveau africain et au niveau du Bénin. Au nom de cet objectif d'intérêt général qui réunit le CIPB et l'AFRIA, les deux partenaires ont signé une convention de coopération. Selon le président du CIPB, Roland Riboux, l'objectif de cet engagement est de favoriser une contri-

bution technique et efficace du secteur privé au Groupe de travail numérique (GTN). Ce nouveau défi, à en croire le président, se traduira par plusieurs activités conjointes en faveur des entreprises du Bénin. Le GTN se veut un creuset d'études et de propositions de solutions aux difficultés liées au numérique et qui entravent l'épanouissement du Secteur Privé.



● Photo de Famille

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Au cours de cette journée un peu chancelante, gardez-vous de toute spéculation ; laissez ce genre de risque aux aventuriers professionnels. Regardez-y à deux fois avant de prêter de l'argent à des personnes qui ne sont pas tout ce qu'elles s'efforcent de paraître. Certains natifs tireront profit d'un second métier ou d'un passe-temps.

**Taureau** Avec Mercure dans votre camp, vous n'aurez aucun mal à équilibrer votre budget, et pourriez même bénéficier d'un apport d'argent imprévu et... bienvenu. Neptune, l'un des astres qui dirigent pour vous le plan financier, travaillera de concert avec Saturne, une planète d'organisation, ce qui vous aidera à agir en excellent gestionnaire.

**Gémeaux** Côté argent, il faudra vous serrer la ceinture. Si vous vous laissez aller à multiplier les dépenses superflues, l'équilibre de votre budget ne tardera pas à être compromis.

**Cancer** Vous allez probablement dépenser sans compter et pas toujours à bon escient. Ne soyez pas aussi large : on va finir par abuser de votre gentillesse. Sachez que l'estime et l'amitié ne s'achètent pas. Comptez plutôt sur vos compétences et vos qualités de cœur.

**Lion** Avec l'appui musclé de Neptune en bons aspects, vous passerez une journée sans problème financier et pourrez même espérer des rentrées conséquentes ou une prime quelconque. Si votre métier touche de près ou de loin la joaillerie, faites preuve de vigilance et de prudence dans vos diverses transactions.

**Vierge** Pluton, en aspect harmonieux, devrait jouer positivement pour vous en matière financière, vous aidant à augmenter vos revenus, à choisir de meilleurs placements, et à vous lancer dans des investissements rentables. Pour quelques natifs, un héritage est possible.

**Balance** Autant le préciser tout de suite : cette configuration de Saturne n'augure rien de fameux dans le secteur finances. Au mieux, elle vous contraindra à accepter une période de restriction. Au pire, elle va provoquer de nombreux retards dans des rentrées d'argent, ce qui vous obligera à refaire vos comptes. En attendant que la situation se rétablisse, ce qui ne saurait tarder, essayez de ne pas en faire une maladie.

**Scorpion** Resserrez les cordons de votre bourse, sinon vous craquerez pour un oui pour un non. Et ce ne sera vraiment pas le moment ! D'autres dépenses, indispensables celles-là, vont se présenter : tâchez d'y faire face.

**Sagittaire** Sur le plan financier, votre côté plutôt rêveur et insouciant pourra vous faire rater d'excellentes occasions que vous offrira Saturne. Aussi serait-il utile, en cette journée, de vous adjoindre l'aide d'une personne plus réaliste et plus compétente.

**Vendredi 1er Avril 2022**

L'environnement astral de la présente journée pourra vous ouvrir l'appétit pour les gains pécuniaires au point de dépasser tous vos espoirs. La spéculation, en particulier, sera très alléchante et, pour une fois, vous feriez bien de succomber à la tentation. On ne peut évidemment prétendre que l'opération se fera sans risques, mais ceux-ci seront acceptables si vous savez vous cantonner dans les limites raisonnables.

**Capricorne** La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

**Verseau** Votre jugement en matière de finances sera obnubilé aujourd'hui par l'action hostile de Pluton mal aspecté. Vous risquez fort de faire une mauvaise évaluation de la conjoncture. Ce ne sera donc pas le moment de vous lancer dans des spéculations trop importantes.

**Poissons** Soyez d'une extrême prudence dans vos dépenses, en particulier si elles impliquent un emprunt de longue durée. Les dettes sont faciles à contracter et les dépenses plus faciles encore à effectuer, mais les remboursements seront plus pénibles qu'il n'y paraît : voilà le piège qui vous attend ! Et tout le monde sait aussi que "les dettes réduisent l'homme libre en esclave" (Publius Syrus).

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

**Directeur Général**

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

**Secrétaire caissière**

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**

Jules AFFODJI

**Raoul Gandaho**

(Correspondant Ouémé Plateau)

**Noël Y. TETEGOU**

(Br. Borgou/Alibori)

**Jules Daniel Mahuto**

(Correspondant Zou-colline)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

**Secrétaire de rédaction**

Abdul Wahab ADO

(66656265)

**Rédacteurs**

Nestor DEHOUINDJI

Félicienne HOUËSSOU

(96 92 43 46)

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Hubert DOSSOU

Falco Vignon

**Romuald NOUDEDJI**

(Correspondant Mono-

Couffo)

**Directrice commerciale**

Rigel BATCHO

(69190880)

**Graphiste**

Crespin N'SODAI

(96564330)

Impacts de la Covid-19

# La résilience de l'économie béninoise en 2021 avec 7,2%

L'économie béninoise a été résiliente face à la crise de la COVID-19. Car selon les données de l'institut national de la statistique et de la démographie (InstaD) en 2021, le Bénin affiche un taux de croissance économique de 7,2% (contre 3,8% en 2020 et 6,9% en 2019). Cette reprise de l'économie béninoise s'explique essentiellement par le regain des activités du secteur tertiaire (+3,2 points de contribution à la croissance), notamment dans le commerce, le transport, les hôtels et restaurants. Les appuis financiers accordés par le Gouvernement aux entreprises ont aidé ces dernières à véritablement relancer leurs activités.

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE**

**Croissance économique en 2021 : Les bases d'une solide reprise enclenchée au Bénin**

INStAD - AVRIL 2022

La résilience de l'économie béninoise face à la crise de la COVID-19 lui a permis de retrouver sa dynamique de croissance. En effet, en 2021, le Bénin affiche un taux de croissance économique de 7,2% (contre 3,8% en 2020 et 6,9% en 2019). Cette reprise de l'économie béninoise s'explique essentiellement par le regain des activités du secteur tertiaire (+3,2 points de contribution à la croissance), notamment dans le commerce, le transport, les hôtels et restaurants. Les soutiens financiers accordés par le Gouvernement aux entreprises ont aidé ces dernières à véritablement relancer leurs activités.

Par ailleurs, le secteur secondaire, avec une contribution de 1,5 points à la croissance économique en 2021, a vu sa valeur ajoutée s'accroître de 9,1% (contre 5,2% en 2020) en lien avec le renforcement des grands travaux d'infrastructures et les nouveaux chantiers de construction lancés par le Gouvernement, notamment le Projet PIPELINES, la Cité ministérielle, la zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), la Cité administrative d'Abomey-Calavi.

Enfin, la contribution du secteur primaire à la croissance économique s'est établie à 1,4 points en 2021. Il est porté par l'agriculture dont la part dans le PIB s'élève à 22,8% (contre 21,8% en 2020).

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Secteur primaire</b>	1776,9	1944,2	2101,2	2223,3	2286,2	2442,2	2798,8
Agriculture	1347,7	1486,8	1648,8	1743,5	1781,6	1988,1	2238,3
Elevage, chasse	243,7	263,4	263,5	280,6	304,1	296,9	382,0
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	185,6	194,0	188,8	199,1	200,6	207,2	178,3
<b>Secteur secondaire</b>	1103,2	1100,0	1114,2	1189,9	1375,5	1487,6	1615,4
Activités extractives	26,1	26,6	28,3	30,5	34,4	39,1	40,4
Industries Agro-alimentaires	434,9	443,2	462,9	469,9	531,5	559,8	586,2
Autres Industries manufacturières	240,8	252,5	246,6	256,0	300,4	312,9	343,8
Electricité, gaz et eau	89,4	53,3	55,5	55,8	60,6	71,2	81,2
BTP	312,0	324,4	321,0	347,7	448,6	484,5	563,9
<b>Secteur tertiaire</b>	3315,3	3376,7	3569,7	3865,9	4049,7	4315,0	4501,2
Commerce	867,8	926,9	970,2	1030,6	1035,3	1058,0	1160,1
Restaurants et hôtels	238,8	207,2	216,9	224,1	251,8	253,4	312,6
Transports	580,0	629,7	659,1	706,9	795,0	857,0	712,7
Postes et télécommunications	134,2	129,7	135,1	143,1	153,2	156,1	162,8
Banques et organismes financiers	106,3	120,1	117,6	121,3	132,5	134,2	128,4
Administration publique et sécurité sociale	461,1	426,6	461,1	577,0	511,8	595,3	670,4
Education	334,2	291,1	317,2	331,2	367,4	420,8	444,3
Santé et action sociale	75,3	64,6	70,2	73,2	82,7	93,9	105,5
Autres services	517,7	580,8	622,3	658,7	720,2	746,3	801,4
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>6195,4</b>	<b>6426,9</b>	<b>6785,1</b>	<b>7249,2</b>	<b>7691,5</b>	<b>8224,8</b>	<b>8915,2</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	537,4	584,3	590,2	672,8	740,8	784,0	894,5
<b>PIB</b>	<b>6732,8</b>	<b>7005,2</b>	<b>7375,3</b>	<b>7922,0</b>	<b>8432,3</b>	<b>9008,8</b>	<b>9809,7</b>

Source : Direction de la Comptabilité Nationale et des Statistiques Economiques, INStAD, avril 2022

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Secteur primaire</b>	1776,9	1936,3	2082,7	2235,4	2350,7	2391,9	2516,2
Agriculture	1347,7	1496,5	1620,3	1707,2	1854,7	1991,7	1978,8
Elevage, chasse	243,7	251,7	270,9	284,4	306,9	305,3	335,6
Pêche, Sylviculture et exploitation forestière	185,6	188,1	185,6	183,7	189,1	194,9	201,8
<b>Secteur secondaire</b>	1103,2	1113,0	1118,2	1172,4	1331,3	1400,2	1627,9
Activités extractives	26,1	26,7	28,8	29,5	33,4	36,5	39,3
Industries Agro-alimentaires	434,9	454,3	463,3	490,2	532,6	545,2	563,2
Autres Industries manufacturières	240,8	264,9	251,8	252,0	293,1	308,3	333,4
Electricité, gaz et eau	89,4	53,2	55,4	57,2	63,1	72,2	77,9
BTP	312,0	314,0	321,0	343,4	409,0	438,0	514,0
<b>Secteur tertiaire</b>	3315,3	3376,7	3561,1	3764,1	3960,5	4152,8	4428,9
Commerce	867,8	949,2	969,2	1015,2	1040,6	1049,0	1109,9
Restaurants et hôtels	238,8	209,6	217,0	227,8	249,5	246,6	271,0
Transports	580,0	617,6	660,2	699,7	732,8	748,7	810,7
Postes et télécommunications	134,2	127,4	135,1	141,9	148,8	153,3	166,7
Banques et organismes financiers	106,3	117,8	121,0	123,4	127,6	131,4	124,5
Administration publique et sécurité sociale	461,1	430,4	460,4	488,1	516,5	591,1	641,4
Education	334,2	295,5	319,1	341,4	361,5	414,2	435,3
Santé et action sociale	75,3	63,4	68,4	73,2	80,3	92,7	105,1
Autres services	517,7	565,7	610,8	653,6	702,9	726,0	784,2
<b>TOTAL DES VALEURS AJOUTEES</b>	<b>6195,4</b>	<b>6426,0</b>	<b>6762,1</b>	<b>7171,8</b>	<b>7642,5</b>	<b>7948,0</b>	<b>8473,0</b>
Impôts et taxes nets des Subventions	537,4	531,7	590,2	672,8	740,8	761,0	855,9
<b>PIB</b>	<b>6732,8</b>	<b>6957,7</b>	<b>7352,3</b>	<b>7844,7</b>	<b>8383,3</b>	<b>8705,9</b>	<b>9328,9</b>

Source : Direction de la Comptabilité Nationale et des Statistiques Economiques, INStAD, avril 2022

Libellé	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>1. Dépense de Consommation Finale</b>	5 829,5	5 849,5	6 129,2	6 405,7	6 643,8	7 157,9	7 589,4
dont privée	5 061,2	5 129,3	5 356,4	5 581,0	5 771,7	6 131,0	6 601,0
publique	768,3	720,2	772,9	824,7	872,1	1 026,9	988,4
<b>2. FBCF</b>	1 379,9	1 381,6	1 728,7	2 051,8	2 122,7	2 270,8	2 790,6
privée	1 092,9	1 080,5	1 415,1	1 725,8	1 792,3	1 853,5	2 237,8
publique	287,1	301,1	313,6	326,0	330,4	417,3	552,8
<b>3. Variation des stocks</b>	15,9	38,5	38,5	38,5	38,5	38,5	39,6
<b>4. Investissement (2+3)</b>	1 395,8	1 420,1	1 767,2	2 090,3	2 161,2	2 309,3	2 830,2
<b>5. Exportations nettes</b>	-492,5	-264,3	-421,1	-474,1	-372,7	-458,4	-609,9
<b>6. Exportations</b>	1 664,4	1 933,9	2 006,5	2 160,7	2 498,5	1 790,3	2 052,1
Exportations des biens	1 414,4	1 678,2	1 730,7	1 857,6	2 144,5	1 523,5	1 770,9
Exportations des services	250,0	255,7	275,8	303,1	354,0	266,7	281,1
<b>7. Importations</b>	2 156,9	2 198,3	2 527,6	2 734,8	2 871,2	2 248,7	2 662,0
Importations des biens	1 918,0	1 948,6	2 250,6	2 434,8	2 568,1	2 038,0	2 441,0
Importations des services	238,9	249,6	277,0	300,0	303,2	210,7	221,0
<b>PIB (Emploi)</b>	<b>6 732,8</b>	<b>7 065,2</b>	<b>7 375,3</b>	<b>7 922,0</b>	<b>8 432,2</b>	<b>9 008,8</b>	<b>9 809,7</b>

Source : Direction de la Comptabilité Nationale et des Statistiques Economiques, INStAD, avril 2022

Microfinance

## Le Niger à l'école du succès de la finance inclusive au Bénin

Une délégation venue de la République du Niger a séjourné au Bénin du mercredi 20 au vendredi 22 Avril 2022, dans le cadre d'une mission d'imprégnation au sujet de l'expérience du Bénin en matière de microfinance. La délégation conduite par le Dr Mahamane L. Makaou a travaillé avec les cadres et techniciens du Fonds National de la Microfinance (FNM) sur le mécanisme mis en place par le Gouvernement béninois pour réussir la finance inclusive.

A l'instar de plusieurs pays africains qui s'inspirent déjà de l'expérience du Bénin en matière de microfinance, la République du Niger prend désormais langue avec le Bénin. C'est ce qui justifie le séjour au Bénin, et plus précisément dans les locaux du FNM, du 20 au 22 Avril 2022, d'une délégation du Fonds de Développement de l'Inclusion Financière (FDIF). « Nous sommes au Bénin dans le cadre d'une mission d'imprégnation, parce que le Niger dispose depuis 2018 d'une stratégie nationale de Finance inclusive. Et l'instrument d'opérationnalisation de cette stratégie est un fonds d'investissement qu'on appelle le Fonds d'investissement de la finance inclusive. Il a été créé en 2020 mais n'est pas encore opérationnel. Nous sommes ici auprès du FNM pour s'inspirer de son expérience dans la mise en œuvre des financements en faveur de nos populations les plus vulnérables. Et de sorte à pouvoir opé-



rationnaliser notre Fonds au retour dans notre pays », a déclaré le chef de mission, le Dr Mahamane, Secrétaire Exécutif de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive du Niger (SNIF). Rassurant sur la préférence du Bénin par rapport à d'autres pays pour faire cette expérience, le Secrétaire exécutif du SNIF du Niger a souligné que : « Le Bénin a une longue et riche expérience en matière de microfinance notamment sur la finance inclusive. Donc il va de soi que c'est

le pays le plus indiqué pour nous que l'on puisse venir s'inspirer de son exemple. C'est un pays voisin, nous avons pratiquement les mêmes populations, les mêmes besoins et le Bénin avait une longue avancée et il était question de venir s'inspirer de cette expérience ». Face à la presse, mercredi, Abdou Rafiou Bello, Directeur Général du Fonds National de la Microfinance (FNM), avait indiqué que cette visite est un « motif de fierté. C'est la reconnaissance de tout ce que nous

faisons de bien depuis 2016 pour dynamiser le Fnm et améliorer ses performances. Et vous savez que la mise à disposition des ressources adaptées aux populations démunies est une priorité pour le gouvernement ». Pendant les séances de travail, « Nous allons avec la délégation, examiner tout ce que nous faisons de bien, à savoir la digitalisation des interventions qui est intervenue depuis quelques temps. Nous allons effectuer des descentes sur le terrain avec la délégation pour apprécier de visu comment ça se passe sur le terrain, comment les populations ont accueilli cette forme digitalisée de la mise en œuvre du Micro-crédit Alafia. Bien entendu, en dehors des programmes publics de microfinance que nous conduisons, nous avons aussi une mission de soutien au secteur de la microfinance de façon globale et à cet égard, nous faisons ce qu'on appelle en terme technique, le refinancement

», a rassuré le DG/ FNM. Durant son séjour, la mission s'est également intéressée à comment se passe la mise en œuvre des interventions auprès des partenaires afin d'apprécier le dispositif mis en place par le Bénin pour assurer les remboursements. La mis-

sion a également bénéficié d'une conférence d'ADA Microfinance qui fait à peu près la même chose que le FNM en termes de soutien aux institutions de microfinance.

Source externe



## TANGUIÉTA

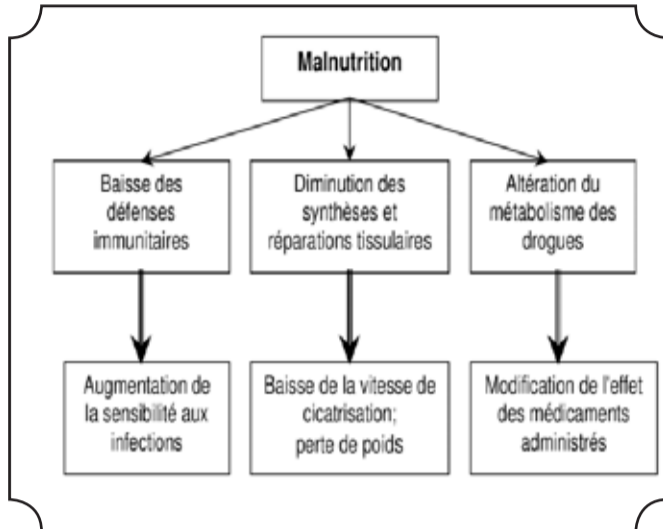
## Un atelier sur la malnutrition

(Capitalisation des résultats de l'étude de l'influence des traditions sur la malnutrition dans l'ATACORA)

Le projet de Sécurité Alimentaire et de Renforcement de la Résilience (ProSAR) a organisé le vendredi dernier à l'intention des leaders religieux, des dignitaires des religions endogènes, des chefs coutumiers, des Agents Communaux pour le Développement (Acd) et des facilitateurs, un atelier de capitalisation des résultats de l'étude de l'influence des traditions sur la malnutrition dans le département de l'Atacora.

L'ouverture des travaux de cet atelier a été faite par le deuxième adjoint au maire Tchansi Bio Sassa, représentant du maire de la commune de Tanguiéta et a eu pour cadre la salle des délibérations de l'hôtel de ville. Le conseiller technique du ProSAR Vincent Agligan a planté le décor à travers ses mots de bienvenue et introductif de cette rencontre organisée par le projet de sécurité alimentaire et de renforcement de la résilience à Tanguiéta.

Dans son allocution, le deuxième adjoint au maire a remercié les participants pour leur présence effective à cette rencontre. Il a, au nom du maire de la commune de Tanguiéta El hadj Zakari Boukary, dit toute sa gratitude et sa reconnaissance au ProSAR pour toutes les actions menées par le projet à l'endroit des femmes enceintes, les enfants et surtout des personnes vulnérables. Il a



enfin invité les participants à mettre l'accent sur les interdits, tabous, histoires des traditions, savoirs et freins au changement de comportement alimentaire et nutritionnel des communautés du département de l'Atacora.

Madame Jana Niemann, conseillère technique du ProSAR a présenté les résultats de l'étude de l'influence des traditions sur la malnutrition dans l'Atacora. Cette présentation des résultats a permis aux différents acteurs venus des communes de Tanguiéta et Toucountouna dans les

groupes de travail de relever les interdits alimentaires faites aux femmes enceintes et aux femmes allaitantes qui existent dans les communautés et de trouver à chaque interdit, une cause, des conséquences et les approches de solutions. Il est à préciser que l'étude de l'influence des traditions sur la malnutrition dans le département de l'Atacora a été réalisée dans les communes de Matéri, Tanguiéta, Toucountouna, Boukoubé, Péhunco et Natitingou.

**Emmanuel Akakpo**  
(Br Atacora-Donga)

## Gouvernance locale

## Le nouveau SE de Djougou prend service

(Les agents de la mairie de Djougou rendent un hommage à leur secrétaire général sortant)

Sur initiative du Maire de la Commune de Djougou, le docteur Abdoul Malik Séibou, une cérémonie d'hommage a été rendue au Secrétaire général de la Mairie Abdoulassidou Arouna. Appelé à faire valoir ses compétences au poste de secrétariat exécutif de la mairie de Ouinhi, Abdoulassidou Arouna le secrétaire général sortant a été célébré ce vendredi après midi à la mairie de Djougou.

Sur initiative du docteur Abdoul Malik Séibou, les agents de la mairie et les membres du conseil communal ont rendu un hommage mérité à un administrateur hors pair. Au cours de son allocution, le représentant du personnel de la mairie tout en remerciant l'autorité communale pour cette noble initiative a reconnu les qualités de l'homme. Selon Sankamao Assoumanou, le secrétaire général sortant a fait montre au cours de son parcours de beaucoup de qualités dont la première est la patience et la seconde est l'humilité. Son départ va donc créer un vide même si, selon ses propos, tout départ ou toute séparation même les plus souhaitées ont leurs parts de mélancolie. Il a souhaité une bonne suite de carrière réussie à son nouveau poste. A sa suite, le désormais ex secrétaire général de la mairie de Djougou très touché par cette marque de sympathie à son endroit a d'abord remercié le Maire de la Commune de Djougou auprès de qui, il



dit, avoir beaucoup appris. Il a invité le personnel à accompagner le Maire et tout son conseil pour l'atteinte des objectifs de développement. « Lorsque au port vous rentrez en tant que docker, si vous ne sortez pas importateur, ça veut dire que vous avez échoué ». C'est par ces propos que le premier citoyen de la commune de Djougou a illustré le parcours élogieux de son ancien collaborateur en qui il voit un agent dévoué au travail. Entré à la mairie en tant que stagiaire,

il gravira les échelons de chef service, directeur, il finira secrétaire général de la mairie. Le docteur Abdoul Malik Séibou a souhaité ce parcours à tout le personnel de la mairie. Les marges de progression sont énormes, c'est à chacun de vouloir, a-t-il laissé entendre. L'autorité communale a souhaité une bonne suite de carrière professionnelle au désormais ex secrétaire général de la mairie de Djougou.

**Emmanuel Akakpo**  
(Br Atacora-Donga)

## International Africa Gaming Cup

## Le Bénin donne le coup d'envoi, David Lafia-Monwoo champion national

Progressivement, l'engagement du Bénin à devenir un hub numérique se concrétise. Annoncée pour se dérouler au mois d'avril, la 1ère édition de l'International Africa Gaming Cup (IAGC) a été lancée, samedi 23 avril, à Sèmè One, à Cotonou. Pour ce lancement qui a marqué le démarrage des phases nationales, au terme des confrontations entre Gamers, le champion national du Bénin est désormais connu.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Initié par Nicecactus avec le soutien du gouvernement béninois, le championnat africain de Gaming est désormais une réalité. Loin de maillots, crampons et d'un terrain de jeu, la jeunesse béninoise, manettes en main, a débuté, samedi 23 avril 2022, le tournoi de jeux vidéo compétitifs, l'International Africa Gaming Cup (IAGC). Pour cette toute première édition continentale, dont le lancement a été fait par le CEO de Nicecactus, Mike Hessabi, une quarantaine de Gamers se sont challengés. Au terme des différentes confrontations qui ne sont rien d'autre que la phase nationale du championnat pour le compte du Bénin, dans la catégorie



● Remise de chèque au vainqueur

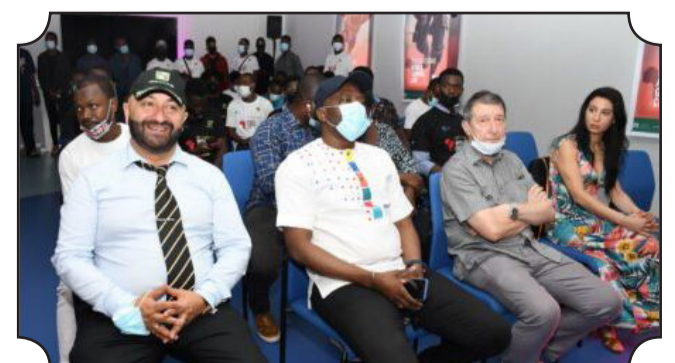
homme, huit (08) finalistes ont été récompensés. Après la série de challenges sans aucune défaite, David Lafia-Monwoo, Béninois vivant en France, s'est adjugé le premier prix, un chèque de 850 mille FCFA et le trophée du grand vainqueur. Il est suivi de William Tshimungou qui, en plus de son trophée, est reparti avec un chèque de 600 mille FCFA. Dans la catégorie

rie des filles, la championne Carina Gbahoungba, quant à elle, est repartie avec un chèque de 100 mille FCFA et la vice-championne, avec 50 mille FCFA. Au total, plus de 3 millions FCFA ont été distribués aux finalistes des deux catégories. Heureux d'être sacré champion national du Bénin en Tekken 7, jeu autour duquel s'est déroulée la 1ère journée de la phase nationale, le champion, David Lafia-Monwoo, n'a pas manqué de reconnaître le mérite de l'initiative. « Je trouve que c'est un tournoi qui est très bien organisé, qui n'a rien à envier aux tournois européens ou américains. C'est une bonne initiative, c'est un bon début. C'est vrai que je n'ai pas perdu de combat mais ce n'était pas simple », a-t-il assuré avant d'inviter

la communauté de Gamers du Bénin à ne point abandonner cette industrie en plein essor. Pour le CEO de Nicecactus, la phase du Bénin qui consacre le démarrage du Bénin est une réussite. « Notre ambition était de montrer la capacité d'organisation ici, au standard international. Et on voit ce soir que nous avons même dépassé ce standard et nous sommes donc très heureux. Je remercie son excellence, monsieur le président de la République, son excellence Patrice Talon, le ministre d'Etat en charge de l'Economie et des finances, je remercie également madame la ministre du numérique et de la digitalisation, et surtout, je remercie toute cette communauté de Gamers qui ont permis aujourd'hui à nous tous de nous réunir et d'avoir une journée absolument excellente », va confier Mike Hessabi. A

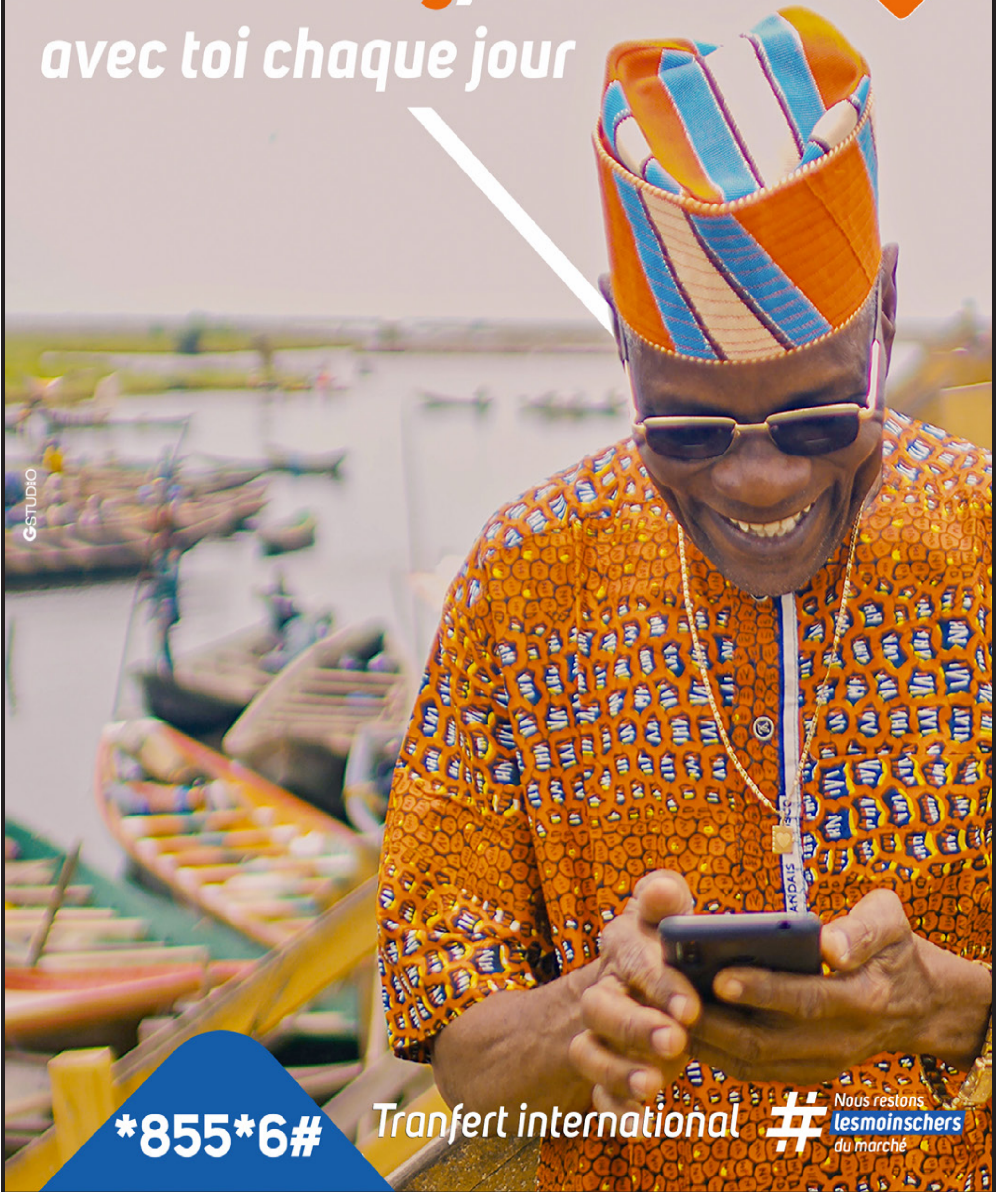
l'en croire, la compétition se poursuit avec les autres pays d'Afrique et à terme, l'objectif est de puiser dans les plus grandes du continent pour aller au niveau international. Au nom de la ministre Aurélie Zoumarou, le directeur de cabinet Ahmed Sacca Yarou, s'est réjoui de la mobilisation des gamers béninois autour de cette compétition

qui fait du Bénin, le carrefour de l'e-sport sur le continent africain. Il n'a pas manqué de rassurer l'équipe d'organisation du soutien du gouvernement tout au long de la compétition qui prendra fin en juillet prochain. L'e-sport, au-delà de rapprocher la jeunesse et de renforcer le vivre-ensemble, est une opportunité pour faciliter le transfert des technologies au Bénin.



● Les officiels présents

# Moov Money, avec toi chaque jour



GSTUDIO

**\*855\*6#**

Tranfert international



Nous restons  
lesmoinschers  
du marché

CMJN

CMJN